

Emetteur de la créance
PERPIGNAN MEDITERRANEE COM URBAINE

11 BOULEVARD ST ASSISCLE
BP 20641
66006 PERPIGNAN CEDEX
Téléphone : 04.68.08.60.00
Horaires d'ouverture : 8H30 12H30 13H30 17h30 V 16H30
Mél :



AVIS DES SOMMES A PAYER

Ampliation de titre de recette

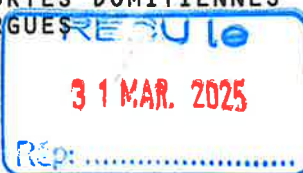
Centre des Finances publiques
SGC DE PERPIGNAN

5 BOULEVARD WILSON
BP50136
66001 PERPIGNAN CEDEX

7178-004882-0013-2



SAS RACINE
75 ZI LES PORTES DOMITIENNES
34740 VENDARGUES



Comptable en charge du recouvrement

Centre des Finances publiques
SGC DE PERPIGNAN

5 BOULEVARD WILSON
BP50136
66001 PERPIGNAN CEDEX
Téléphone: 04.68.51.60.14
Horaires d'ouverture :
Mél : sgc.perpignan@dgfip.finances.gouv.fr

Madame, Monsieur,

En application des articles L.252 A du livre des procédures fiscales et L.1617-5, D. 1617-23, R. 2342-4, R. 3342-8-1 et R. 4341-4 du code général des collectivités territoriales, j'ai émis et rendu exécutoire un titre de recette pour recouvrer la créance dont les caractéristiques sont les suivantes :

Références à rappeler

Budget	Exercice	N° bordereau	N° titre
34200	2025	28	105

Date d'émission du titre de recette : 15/03/2025

Objet	Prix unitaire	Qté 1	Qté 2	Montant total HT	TVA	Montant TTC
PART PUP RACINE HECTARE PONTEILLA EQUIP 2E VERSEMENT -15/03/2025	74710,00			74710,00	0,00	74710,00
TOTAL GENERAL						74 710,00€

À compter du présent avis, vous disposez d'un délai de :

- trente jours pour payer cette somme au comptable public selon les modalités détaillées ci-dessous ;
- deux mois pour éventuellement contester ce titre de recette, selon les modalités détaillées au verso.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Jacqueline IRLES VICE PRESIDENTE.DELEGUEE AUX FINANCES

Feuillet 1 sur 1



Application : HELIOS

Avis des sommes à payer

SOMME A PAYER EN EUROS : 74 710,00

Références

Poste : 066014

Titre de recette : 34200-2025-105

SAS RACINE
75 ZI LES PORTES DOMITIENNES
34740 VENDARGUES

N° Emetteur : 850033
PERPIGNAN MEDITERRANEE
COM URBAINE *

TALON DE PAIEMENT

CENTRE D'ENCAISSEMENT
DES FINANCES PUBLIQUES
TSA 61110
78924 YVELINES CEDEX 9

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

000000342257

850033000159 39100000001050000010660145954806 7471000

Pour utiliser les
autres modes de
règlement, voir
au verso.

Autres moyens de paiement

PAR VIREMENT BANCAIRE

Vers le compte bancaire du comptable public :
BIC : BDFEFRPPCCT
IBAN : FR383000100631C660000000082

Indiquez, en zone objet / libellé les références
suivantes :
34200-2025-105

PAR CARTE BANCAIRE

Munissez-vous de votre avis, au guichet du :
CENTRE FINANCES PUBLIQUES
SGC DE PERPIGNAN
Tél : 04.68.51.60.14
Horaires d'ouverture :

PAR CHEQUE BANCAIRE

En Euro à l'ordre du Trésor public, et tiré
exclusivement sur une banque française. Joignez le
talon de paiement non signé et non agrafé, sans
aucun autre document. Le tout est à envoyer à
l'adresse mentionnée sur le talon de paiement.

En numéraire (dans la limite de 300€) ou carte
bancaire, avec cet avis auprès d'un buraliste ou
partenaire agréé (liste consultable sur le site
<https://www.impots.gouv.fr/portail/paiement-de-proximite>)

PAR PRELEVEMENT - Si vous souhaitez que vos dettes futures soient prélevées automatiquement sur votre compte bancaire, et si la collectivité offre cette possibilité, la démarche est la suivante : MODALITES DE REGLEMENT.

Comment contester ou vous renseigner sur votre dette envers l'organisme public :

> Pour tout renseignement complémentaire sur la créance dont le paiement vous est réclamé, vous devez contacter le service émetteur de la créance indiqué au recto du présent avis ;

Pour contester le bien-fondé de cette créance, vous devez déposer un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire, ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite (cf. 20 de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales)

Toute somme non acquittée dès la réception du présent avis fera l'objet de poursuites engagées par le comptable public indiqué au recto (seul celui-ci peut accorder un délai de paiement dans des cas exceptionnels dûment justifiés par vous).

En cas de contestation, contacter le service dont les coordonnées figurent au recto.

Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, vous pouvez :

- Si votre contestation porte sur le bien-fondé de la créance saisir les juridictions administratives ou judiciaires dans les conditions fixées à l'article L.1617-5 1° du code général des collectivités territoriales: «l'action (...) pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite»

- Si votre contestation porte sur la régularité d'un acte de poursuite:

- Saisir au préalable l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites dans les deux mois de la notification de l'acte conformément aux dispositions des articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales (LPF) avant saisine des juridictions. La contestation portant sur l'exigibilité de la somme réclamée doit être soulevée sous peine d'irrecevabilité dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de l'invoquer (article R.*281-3-1 du LPF);

- Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, saisir les juridictions compétentes dans un délai de deux mois dans les conditions fixées aux articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales.

- Ou vous adresser au Médiateur des ministères économiques et financiers par Internet:

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur/demande-mediation/formulaire> ou par courrier postal (BP 60153 14010 CAEN Cedex 1). *La médiation ne suspend ni les délais de recours juridictionnels ni les effets du présent acte.*